

**ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

**N°ST 2024\_051**

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande, en date du 27 février 2024, de la société SAS TOUTENVERT ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la route ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**CONSIDERANT** que pour permettre des travaux d'adduction d'eau potable chemin de Joud, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**A R R E T E**

**Article 1 - Autorisation** : Du 28 février au 20 mars 2024, le bénéficiaire est autorisé à occuper une zone sur le domaine public du chemin de Joud et à empiéter sur la chaussée, afin d'effectuer les travaux d'adduction d'eau potable, comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 – Réglementation** : La circulation et le stationnement du chemin de Joud seront réglementés comme suit, selon les besoins du chantier :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits dans l'emprise du chantier.
- La circulation sera interdite dans l'emprise du chantier
- La circulation des piétons sera conservée pendant la durée du chantier.
- L'accès des riverains et des secours sera maintenu pendant la durée du chantier.

**Article 3 - Sécurité et signalisation** : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 4 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 5 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 28 février 2024,

**Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,  
**Le Directeur des Services Techniques,  
Yann AURENSAN**

